

Le plan partenarial de gestion de la demande et d'information des demandeurs (PPGD) Fiche n°4



I – Définition

Champ d'application :

Sont concernés par l'obligation d'élaboration d'un PPGD¹ :

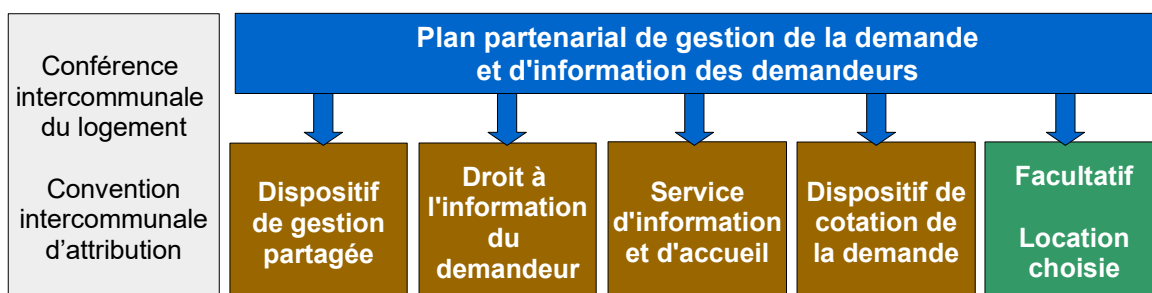
- Les établissements publics de coopération intercommunale **tenus de se doter d'un programme local de l'habitat** (PLH) en application du dernier alinéa du IV de l'article L.302-1 du code de la construction et de l'habitation (CCH) ;
- Les EPCI ayant la **compétence en matière d'habitat** et au moins un **quartier prioritaire de la politique de la ville** (QPV).

Contenu du plan :

Le PPGD définit **les orientations** destinées à :

- Assurer une **gestion partagée** des demandes de logement social ;
- Mettre en place un **système de cotation**² de la demande de logement social ;
- Satisfaire le **droit à l'information** du demandeur ;
- Mettre en place un **service d'information et d'accueil** du demandeur ;
- Mettre en place des dispositifs facultatifs.

Il le fait en fonction des besoins en logement social et des circonstances locales.



Ces orientations sont **élaborées** par l'EPCI en association avec :

- Les communes membres ;
- Un représentant des organismes bailleurs et des sociétés d'économie mixte de construction et de gestion de logements sociaux ;
- Un représentant d'Action Logement.

Les orientations sont **déclinées en actions en associant** l'État, les réservataires, les bailleurs sociaux, le gestionnaire du fichier partagé départemental et le cas échéant, l'ADIL et les agences d'urbanisme.

La mise en œuvre de la gestion partagée et du service d'accueil et d'information du demandeur **font l'objet de conventions** signées entre l'EPCI et les partenaires associés. Le plan précise par ailleurs les mesures dont la mise en œuvre fait l'objet de conventions ad hoc (cf. tableau Annexe I).

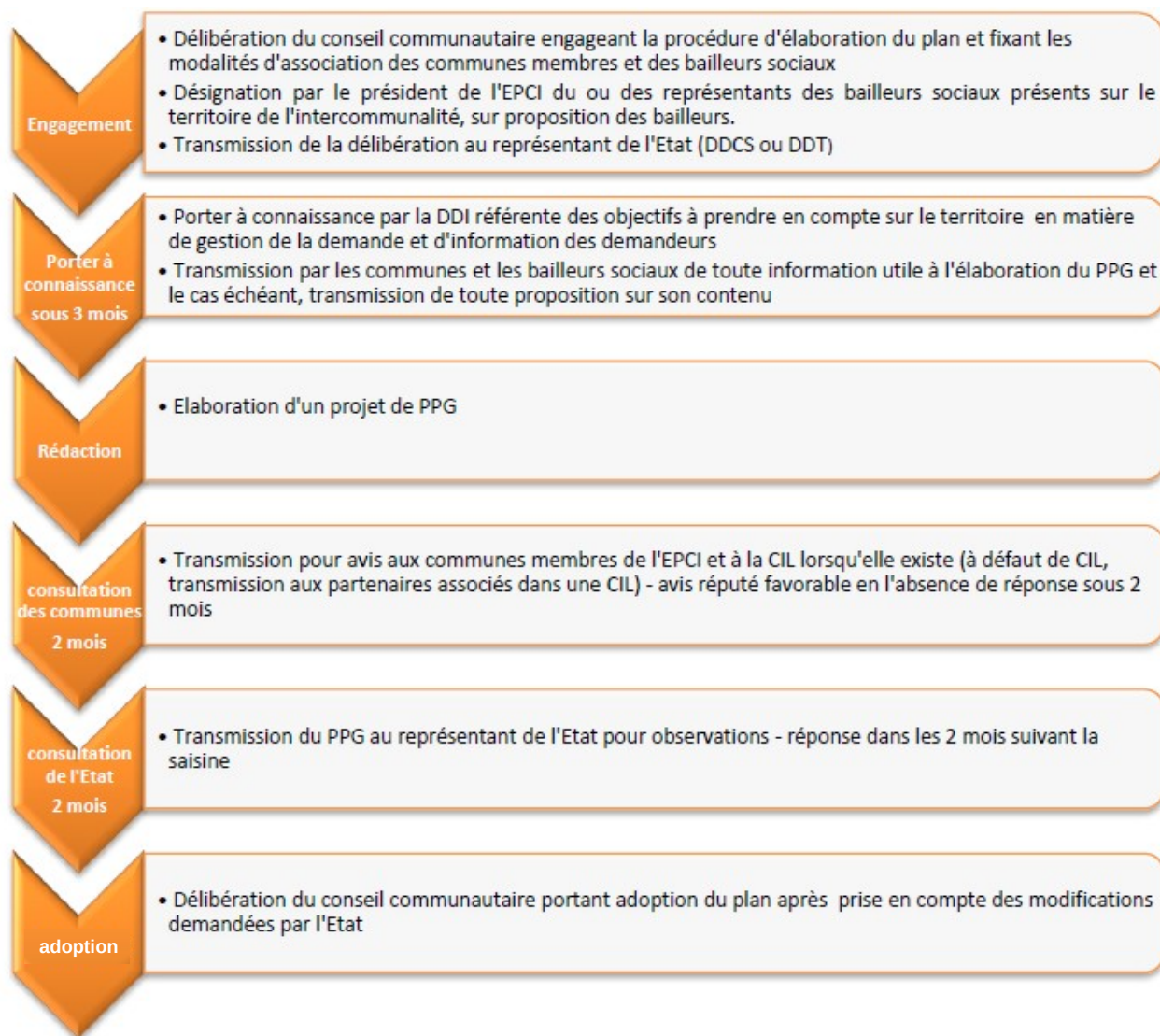
Pour ce qui concerne le système de cotation, le PPGD devra décrire :

1 Pour plus d'informations sur le périmètre de la réforme, se reporter à la fiche 1 « Le périmètre de la réforme »

2 Pour plus d'informations sur le système de cotation, se reporter à la fiche 8 « système de cotation de la demande locative sociale »

- les critères de cotation choisis, leur pondération, les cas dans lesquels le refus d'un logement adapté aux besoins et aux capacités du demandeur a des effets sur la cotation de la demande ainsi que la nature de ces effets ;
- les modalités d'évaluation périodique du système ;
- les modalités et le contenu de l'information dus au public et au demandeur.

II – Procédure d'élaboration



Délai d'élaboration du plan :

Les dispositions de la LEC sont **d'application immédiate**. Toutefois, les orientations du PPGD doivent être définies en cohérence avec les orientations de la conférence intercommunale du logement (elle donne son avis sur le document), elles-mêmes définies en cohérence avec les orientations du PLH.

Pour les EPCI, **qui ne disposent pas aujourd'hui d'une politique de l'habitat**, en particulier ceux qui viennent de fusionner et/ou d'entrer dans le périmètre de la réforme, **la priorité doit être donnée à l'élaboration d'un PLH**. Les diagnostics de territoire nécessaires à cette élaboration comporteront un volet logement social (patrimoine, occupation sociale du parc...) qui servira alors de base à la mise en place des différents dispositifs de la réforme des attributions.

Dans ce cas de figure, la CIL serait créée dans un premier temps, puis les travaux pour l'élaboration du document cadre d'orientations, de la CIA et du PPGD pourraient être menés dans un second temps.

Révision des plans existants au regard des changements de périmètre des EPCI et/ou de la loi LEC et ELAN :

PPGD élaborés sous ALUR devenus facultatifs, que les EPCI ont continué à faire vivre :

Ces plans étant facultatifs, il ne sont pas soumis aux nouvelles obligations législatives et peuvent ne pas être mis en conformité (pas d'obligations de mettre en place la cotation de la demande).

PPGD élaborés par un EPCI dont le périmètre a été élargi :

Si le périmètre de l'EPCI est élargi à une ou plusieurs communes, le nouveau plan est adapté sous 1 an. Le PPGD initial reste exécutoire dans cette attente. En cas de fusion de plusieurs EPCI, les plans existants sont maintenus jusqu'à l'adoption d'un nouveau plan sur le périmètre élargi.

Lorsque le PLH arrivera à échéance, les EPCI seront systématiquement invités par les DDI à mener concomitamment la procédure de renouvellement du PLH avec celle d'adoption d'un nouveau plan partenarial.

Mise en conformité des PPGD au regard de la loi Elan – système de cotation :

La procédure de révision suit la même procédure que pour une première élaboration. Elle est engagée par une délibération de l'EPCI. Dans un délai de trois mois à compter de la transmission de la délibération, le préfet de département porte à la connaissance de l'EPCI les objectifs à prendre en compte sur son territoire en matière de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs de LLS.

Le contenu du porter à connaissance (PAC) portera seulement sur les évolutions législatives intervenues depuis l'élaboration du premier document, et sera donc ciblé sur le système de cotation.

III – Suivi du plan

Le plan est adopté pour une **durée de 6 ans**.

Il fait l'objet d'une évaluation 3 ans après son adoption par l'EPCI. Le bilan produit est transmis pour avis au représentant de l'Etat dans le département ainsi qu'à la CIL. Le bilan est rendu public. Le contenu du PPGD est révisé si besoin au vu des conclusions de l'évaluation.

En cas de résultats insuffisants au regard des objectifs fixés par le représentant de l'Etat et en l'absence de révision, le préfet met en demeure l'EPCI de réviser ses orientations et actions pour la durée du plan restant à courir.



Préconisation de mener en parallèle, si possible, l'évaluation du PLH et du PPGD.

Dans les 6 mois, qui précèdent la fin du plan, une évaluation est conduite par l'EPCI. Elle associe l'Etat, toutes les personnes morales parties à l'élaboration du PPGD ainsi que la CIL lorsqu'elle existe. Comme pour l'évaluation triennale, le bilan est remis au représentant de l'Etat dans le département et est rendu public.

Le plan en cours peut être prorogé jusqu'à l'adoption du nouveau plan pendant 1 an, au plus, par délibération du conseil communautaire. Cette durée est renouvelable 1 fois.

ANNEXE I – Conventions obligatoires et facultatives à adopter dans le cadre du plan partenarial de gestion de la demande et d'information du demandeur

Intitulé	Détail	Mise en œuvre locale	Observations
Conventions à adopter obligatoirement			
Dispositif de gestion partagée	<ul style="list-style-type: none"> – fonctions assurées par ce dispositif – modalités de pilotage – calendrier de signature de la convention pour la mise en œuvre du dispositif 		<p>→ renvoi à la convention régionale sur l'utilisation et la gestion des fichiers de la demande sociale et à la charte interrégionale de déontologie</p> <p>→ arrêté préfectoral désignant les fichiers partagés comme système de gestion particulier (voir DDCCS).</p> <p>→ adhésion au fichier partagé (convention avec le CREHA Ouest)</p>
Service d'information et d'accueil du demandeur (SIAD)	<ul style="list-style-type: none"> – configuration et conditions de création, d'organisation et de fonctionnement du SIAD : <ul style="list-style-type: none"> . liste des organismes et services . liste et localisation des lieux d'accueil en précisant les missions accomplies et s'ils sont lieux d'enregistrement . les missions particulières des lieux d'accueil communs en précisant toujours s'ils sont lieux d'enregistrement – moyens mis en commun pour créer et gérer le ou les lieux d'accueil 	→ adoption d'une convention spécifique	Le SIAD suppose la mise en place d'au moins 1 lieu d'accueil physique sur le territoire de l'EPCI. <i>Les antennes des bailleurs sociaux peuvent être désignées par l'EPCI comme lieux communs d'accueil.</i>
Conventions pouvant être prévues par le plan			
Enregistrement de la demande	– modalités locales d'enregistrement de la demande et la répartition territoriale des guichets d'enregistrement		→ renvoi à la convention régionale sur l'utilisation et la gestion des fichiers de la demande sociale et à la charte interrégionale de déontologie
	– indicateurs permettant d'estimer le délai moyen d'attente par type de logement et par secteur géographique		→ préconisation à l'EPCI de distinguer le délai moyen d'attente des demandeurs externe de celui des demandeurs déjà locataires

Attributions	<ul style="list-style-type: none"> – cas particulier des mutations : identification des moyens permettant de les favoriser – situations des ménages en difficultés nécessitant la mise en place d'un dispositif particulier d'instruction et d'attribution : <ul style="list-style-type: none"> . identification des critères à remplir par les ménages pour justifier une procédure spécifique dans le PDALHPD . composition et conditions de fonctionnement d'une instance en charge de cet examen 	<ul style="list-style-type: none"> → adoption d'une convention sur les mutations avec le ou les bailleurs (exemple de l'expérimentation menée en Loire-Atlantique avec une mutualisation des demandes de mutation entre plusieurs bailleurs). → adoption d'une convention pour fixer les modalités d'examen des cas particulier 	<p>→ préconisation d'avoir un focus sur les QPV ou sur tout secteur que l'EPCI jugera utile de préciser</p> <p>Avant de créer une nouvelle instance, ex nihilo, à voir s'il n'existe pas au niveau départemental une instance ayant même vocation et s'il n'est pas opportun de prévoir une évolution de sa composition et/ou de son fonctionnement.</p>
Attributions	<ul style="list-style-type: none"> – conditions de réalisation des diagnostics sociaux et de mobilisation des dispositifs d'accompagnement social en lien avec les dispositions arrêtées dans le PDALHPD 	<ul style="list-style-type: none"> → adoption d'une convention pour préciser les modalités (avec le conseil départemental par exemple) 	
Droit d'information	<ul style="list-style-type: none"> – délai maximal de réception d'un demandeur qui souhaite un entretien et détermination des responsables de cette réception – règles communes relatives au contenu de l'information et aux modalités de délivrance de cette information 		<p>Le délai maximal réglementaire ne peut excéder 1 mois (sauf exceptions, art. L.441-2-9 du CCH). L'EPCI devra se prononcer sur le délai qu'il souhaite appliquer (1 mois ou délai réduit ?)</p>